



UNION FEDERALE DE L'EQUIPEMENT DE VENDEE

9 rue Montesquieu - 85021 La Roche sur Yon Cedex
courriel :cgt.syndicats.oh.ddtm-85@i-carre.net

DECLARATION DE LA C.G.T. à la journée des « Rencontres de l'administration territoriale de l'État

Monsieur le préfet,

Des services publics préservés et renforcés, telle est la position de la C.G.T.

A ce stade des réformes successives de l'administration départementale de l'État, ce n'est pas cette journée des « rencontres de l'administration territoriale de l'État (ATE) » construite à la hâte qui va changer la donne. Nous ne sommes pas dupes ! Les élections européennes sont proches, et la majorité relative gouvernementale sent que le vent a tourné pour sa politique d'austérité et de casse des services publics.

En réalité, il s'agit surtout pour le ministre de l'Intérieur de conforter une organisation qui dysfonctionne structurellement :celle des directions départementales interministérielles « autour du préfet de département ».

La CGT revendique au contraire le retour à des services infra départementaux, et/ou régionaux de périmètre ministériel avec les chaînes de commandement ad'hoc, et insiste sur les compétences métiers, les spécificités des différents ministères, et la nécessaire indépendance vis-à-vis de l'autorité préfectorale, s'agissant notamment de l'inspection du travail.

Il s'agit bel et bien d'assurer la mise en œuvre de politiques publiques nationales sur l'ensemble du territoire au moyen de services publics de plein exercice et de proximité. Les services publics, permettent l'égalité d'accès de toutes et de tous à des biens fondamentaux et participent à cette logique visant à corriger les inégalités sociales et territoriales. C'est le contraire qui aujourd'hui est mis en œuvre par le gouvernement.

La CGT demande le retour des services support dans chaque direction métier (RH, informatique, action sociale, locaux, véhicules...) qui seul permettra une VRAIE proximité avec les agents.

Elle demande dans le même temps l'arrêt de toute dématérialisation systématique des procédures RH. Cette dématérialisation à outrance conduit à l'abandon par l'administration des agents en matière de gestion des personnels, notamment pour ce qui concerne la gestion de leur carrière.

Une organisation territoriale de l'État structurellement défailante...

Toutes les agentes et les agents de l'ATE, les usagères et les usagers, les citoyennes et les citoyens le savent évidemment : l'organisation actuelle dysfonctionne, et pour autant, le gouvernement s'entête, s'acharne à déstructurer les services!

Le projet de réforme du statut et les déclarations dans la presse du ministre de la fonction publique ont un effet désastreux sur le moral des collègues. Alors qu'ils ont besoin de moyens supplémentaires et d'un salaire digne, le ministre promet austérité, licenciements et restructurations. De la casse en somme !

Derrière le verni technocratique et le langage managérial de ces assises, il n'est donc pas prévu de parler recrutement (qui connaît une crise), matériels et rémunération (et point d'indice !) ; il n'est donc pas prévu d'aborder la précarité des premiers échelons des grilles indiciaires e, particulier de la catégories C (et le recours accru aux contractuelles) ; il n'est donc pas prévu de poser les vraies questions sur les conditions de travail (la charge de travail, le comportement harcelant des petits.es et grands.es chef.fes, les discriminations, le racisme et le sexisme omniprésents, le reporting incessant, les injonctions contradictoires, l'insuffisance ou l'absence de soutien de la hiérarchie, des locaux dégradés, parfois insalubres, le manque de moyens matériels et humains, les dysfonctionnements informatiques liées aux incompatibilités des systèmes interministériels...). Il n'est pas question non plus de remettre en cause le fonctionnement en DDI et les SGCD alors que ce serait l'urgence !. Et pourtant ce sont des collègues qui craquent, un service public dégradé et une organisation illisible pour tout le monde,

Cette consultation, est de pure forme, de pure façade. C'est une n-ième campagne de communication, et d'affichage. Nous ne sommes pas dupes de la politique d'austérité pour les services publics : 10 milliards d'euros de suppression de crédits et les dizaines de milliards à venir ! Les plus pauvres resteront toujours plus pauvres. Dans le même temps, les plus riches et les gros actionnaires rentiers accumulent de plus en plus de richesses ! Le gouvernement s'entête dans des choix iniques ! Et dans le même temps, le nationalisme et la désignation de boucs-émissaires à outrance gagne du terrain à grands pas.

Après moult synthèses de cette journée, le gouvernement fera ces choix. On les connaît déjà au travers les déclarations du ministre de la fonction publique. Il ne dévoile d'ailleurs pas son nouveau projet de réforme de la fonction publique après celui de 2019 qui produit déjà des effets calamiteux. Alors que l'ensemble des organisations syndicales lui demande de mettre cartes sur table, il joue la montre. Cette journée en est un exemple caractéristique !

Monsieur le préfet, je vous remercie de transmettre cette déclaration au Premier Ministre au nom des personnels dont nous nous faisons les portes paroles.

La CGT des DDI demande urgemment :

- **d'arrêter les suppressions de postes**
- **d'engager une véritable politique de recrutement de titulaires en proposant un salaire digne et une évolution de carrière motivante,**
- **de redonner du sens aux services publics,**
- **d'arrêter de prendre les agents du service public pour des pions,**
- **d'augmenter les salaires des fonctionnaires.**

La démocratie repose sur le respect de la liberté et de l'égalité des citoyens, alors chacun dans notre rôle et à notre place, devons créer les conditions d'un renouveau démocratique dans notre Pays.

La Roche sur Yon le 31 mai 2024